



## **Les grands titres:**

- Ban Ki-moon nomme Staffan de Mistura Envoyé spécial sur la crise en Syrie
- Moyen-Orient : le Secrétaire général appelle Israéliens et Palestiniens à la retenue et à un accord de cessez-le-feu
- Les populations les plus pauvres sont les premiers concernées par les maladies non transmissibles - ONU
- Plus de la moitié de la population mondiale vit désormais dans des villes - ONU
- Arabie Saoudite : Pillay appelle les autorités à libérer les défenseurs des droits de l'homme détenus de façon arbitraire
- Honduras : une experte de l'ONU appelle à renforcer la lutte contre la violence sexuelle et sexiste

## **Ban Ki-moon nomme Staffan de Mistura Envoyé spécial sur la crise en Syrie**



**10 juillet** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a nommé jeudi le diplomate expérimenté, Staffan de Mistura comme le nouvel envoyé spécial chargé de la recherche d'une résolution pacifique au conflit en cours en Syrie.

M. de Mistura, qui a servi en tant que chef des missions de l'ONU en Iraq et en Afghanistan, et il va assumer le rôle de facilitateur pour les pourparlers de paix en Syrie ; une fonction précédemment occupée par Lakhdar Brahimi, qui a démissionné en mai et avant lui par Kofi Annan.

« L'Envoyé spécial va offrir ses bons offices visant à mettre un terme à toutes les violences et les violations des droits de l'homme, et à promouvoir une solution pacifique à la crise syrienne », a déclaré le Secrétaire général lors d'un point de presse à New York.

Le chef de l'ONU a également annoncé que suite à une consultation avec le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, Nabil Elaraby, il nomme Ramzy Ezzeldin Ramzy, Envoyé spécial adjoint pour la Syrie.

Le conflit en Syrie, qui a commencé en mars 2011, a coûté la vie à plus de 150.000 personnes et 680.000 autres ont été blessées. Plus de 9,3 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire à l'intérieur de la Syrie, y compris les 6,5 millions de personnes déplacées.

Le conflit a également engendré une crise de réfugiés avec 2,5 millions de Syriens qui ont cherché un refuge dans les pays voisins et au-delà.

Staffan de Mistura qui a la double nationalité italienne et suédoise, apporte avec lui plus de trois décennies d'expérience à l'ONU, dans les zones touchées par le conflit aussi bien que dans les agences humanitaires.

## Moyen-Orient : le Secrétaire général appelle Israéliens et Palestiniens à la retenue et à un accord de cessez-le-feu



10 juillet -

Lors d'une réunion jeudi au Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a souligné qu'il est urgent d'essayer de trouver un terrain d'entente pour un retour au calme et un accord de cessez-le-feu après plusieurs jours de bombardements israéliens sur Gaza et de tirs de roquettes du Hamas.

« Nous sommes maintenant depuis plusieurs jours dans une dangereuse escalade dans et autour de la bande de Gaza », a affirmé le Secrétaire général. « Les factions palestiniennes du Hamas et du Jihad islamique ont effectué des tirs de plus de 550 roquettes et de mortiers depuis Gaza sur Israël, et les Forces de défense israéliennes ont lancé plus de 500 frappes aériennes sur la bande de Gaza ».

Quatre-vingt-huit Palestiniens, dont de nombreux civils, auraient été tués et 339 autres blessés, a indiqué le chef de l'ONU en notant qu'à la date d'hier après-midi, quelque 150 maisons ont été détruites ou gravement endommagées, avec près de 900 personnes déplacées.

Des roquettes ont été tirées sur Tel Aviv, Jérusalem, Hadera, Ashdod et Beersheba. Une tentative d'infiltration par des militants palestiniens de Gaza par la mer à Ashkelon, dans la nuit du 8 juillet, aurait été déjouée par l'armée israélienne, laquelle a tué les militants. Les attaques des deux côtés se sont poursuivies aujourd'hui.

« La situation menant à la flambée de ces derniers jours était déjà précaire suite à l'enlèvement et à l'assassinat atroce de quatre jeunes : trois étudiants israéliens et un adolescent palestinien », a affirmé le Secrétaire général. « Ces actes ont brisé une période de calme relatif et ont été largement condamnés par les Nations Unies et la communauté internationale. Les responsables doivent être traduits en justice ».

« Aujourd'hui, nous sommes confrontés au risque d'une escalade à Israël et à Gaza, avec la menace encore palpable d'une offensive terrestre, et évitable si le Hamas arrête les tirs de roquettes. »

Le chef de l'ONU a affirmé qu'il s'est entretenu avec le Premier Ministre Benyamin Netanyahu et le Président Mahmoud Abbas, appelant les deux parties à faire preuve de retenue et à peser les risques d'une nouvelle escalade.

## Les populations les plus pauvres sont les premiers concernées par les maladies non transmissibles - ONU



Ouverture de la 67ème Assemblée mondiale de la santé à Genève. Photo: OMS

10 juillet - À l'occasion d'une réunion de haut niveau jeudi à l'Assemblée générale sur l'étude et l'évaluation des programmes de la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, la Directrice générale de l'organisation mondiale de la santé (OMS), Margaret Chan, a exprimé sa préoccupation sur les tendances mondiales actuelles qui montre que les populations les plus pauvres sont les plus durement touchées.

Les maladies non transmissibles sont désormais reconnues par l'OMS comme la cause la plus importante des morts et des handicaps dans le monde, responsable de près de 36 millions de morts en 2008, soit 63% des 57 millions de morts.

Si des progrès ont été réalisés trois ans après la Déclaration politique de 2011, de nombreux pays en développement n'ont toujours pas les ressources techniques et financières pour mener une véritable action multisectorielle contre les impacts sur la santé et le développement socioéconomique des maladies non transmissibles, alors que c'est chez eux que 80% des morts dues à ces maladies sont enregistrées. Chaque année plus de 14 millions y meurent prématurément entre l'âge de 30 et de 70 ans. En fait, le quart de ces morts frappent les personnes de moins de 60 ans.



« 95 des 172 pays qui ont répondu au questionnaire de l'OMS, ont une unité ou un département au Ministère de la santé qui s'occupe des maladies non transmissibles. La moitié d'entre eux ont désormais un plan opérationnel intégrée doté d'un budget spécifique. Le nombre de pays qui mène des études sur les facteurs de risque est passé de 30% en 2011 à 63% l'année dernière », a expliqué Mme Chan.

« Je ne vois pas d'absence d'engagement. Je vois un manque de capacité d'agir, en particulier dans le monde en développement », a-t-elle précisé en expliquant que dans le monde en développement, la plupart des systèmes de santé ont été conçus pour les « évènements brefs » comme les accouchements ou les infections aiguës, mais pas pour la gestion à long terme des maladies chroniques aux traitements coûteux et compliqués.

La grande partie de l'histoire de l'humanité a été forgée par la lutte contre les maladies infectieuses qui ont fini par disparaître avec l'amélioration des conditions de vie. Or aujourd'hui, on voit le contraire selon la chef de l'OMS. Le progrès socioéconomique a créé des conditions favorables à la propagation des maladies non transmissibles. Les facteurs de risque de ces maladies sont devenus une partie intégrante du tissu même de la société moderne.

Les systèmes de santé certes doivent s'attaquer à ces maladies mais ils n'ont que très peu de contrôle de leurs causes. Les professionnels de la santé peuvent plaider pour une législation forte contre le tabagisme et l'alcool, pour plus d'exercice physique et pour des régimes alimentaires plus sains. Ils peuvent soigner les maladies et prescrire des ordonnances mais ils ne peuvent pas recréer l'environnement social pour promouvoir une vie saine.

« Les gouvernements ne devraient pas assumer que les maladies non transmissibles sont du seul ressort secteur de la santé car c'est à eux qu'incombe la responsabilité de la prévention, clé de la bataille contre les maladies non transmissibles. L'environnement social doit changer et ceci n'arrivera que s'il y a à un engagement au plus haut niveau », a déclaré Mme Chan.

« Or, aujourd'hui, les Ministères de l'agriculture ne s'occupent que de la quantité et de la sûreté de la production agricole. Les Ministères de l'éducation ne pensent pas forcément à améliorer les cantines, à supprimer les distributeurs de snacks ou à faire de l'éducation physique une partie intégrante des programmes scolaires. Les Ministères du commerce continuent à promouvoir les investissements étrangers directs, donnant toute la latitude à l'industrie du tabac pour attaquer les autorités publiques ont osé introduire des mesures anti-tabagisme », a-t-elle ajouté.

De son côté, le Président de l'Assemblée générale, John Ashe a souligné que le fardeau sur la santé et l'économie que représentent les maladies non transmissibles a gravement compromis le développement de nombreux pays en développement, en particulier des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

« L'incidence de ces maladies dans les régions du Pacifique et des Caraïbes est très troublante. Environ 25% de la population de ces deux régions souffrent de l'une ou l'autre maladie non transmissible. Les pays de ces régions, faut-il le rappeler, ont une très petite population et ce sont précisément ceux qui sont dans leurs années les plus productives et qui devraient faire la plus grande contribution au développement national, qui sont frappés », a déclaré M. Ashe.

## Plus de la moitié de la population mondiale vit désormais dans des villes - ONU



**10 juillet** - Selon un rapport de l'ONU sur l'urbanisation dans le monde publié jeudi, 2,5 milliard de personnes supplémentaires devraient vivre dans les zones urbaines d'ici 2050, d'où la nécessité de mettre en place un programme de planification urbaine et d'accorder une plus grande attention aux petites villes où vivent la majorité de la population.

« Aujourd'hui, 54% de la population mondiale vit dans les zones urbaines, une proportion qui devrait passer à 66% en 2050 », a indiqué le service des populations du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU dans l'édition 2014 du rapport sur les

perspectives de l'urbanisation.

Selon les projections de l'ONU, l'effet combiné de l'urbanisation croissante et de la croissance contribuera à une augmentation de 2,5 milliards de personnes supplémentaires dans les villes, dont 37% en Inde, qui a actuellement la plus

grande population rurale, suivi par la Chine et le Nigeria.

New Delhi, qui est actuellement la deuxième ville la plus peuplée du monde avec 25 millions d'habitants, devrait conserver cette place au moins jusqu'en 2030, où sa population devrait atteindre 36 millions.

La plus grande ville du monde est Tokyo, avec 38 millions d'habitants, et tandis que sa population devrait diminuer à 37 millions d'ici 2030, elle restera en première position. Les autres villes parmi les cinq les plus peuplées du monde sont Shanghai avec 23 millions d'habitants, Mexico, Bombay et Sao Paolo, chacun avec 21 millions d'habitants, suivie par Osaka avec un peu plus de 20 millions de personnes.

Selon les prévisions démographiques, ces mégalo-poles devraient perdre de l'importance face à la croissance des villes moyennes, en particulier dans les pays en développement. Les régions les plus urbanisées au monde sont actuellement l'Amérique du Nord, où 82% de la population vit dans les zones urbaines, suivie par l'Amérique latine et les Caraïbes, avec 80%, et 73% en Europe.

En revanche, en Afrique et en Asie la majorité de la population vivent dans des zones rurales, ce qui représente la majorité de la population mondiale. Dans ces régions l'urbanisation devrait connaître une croissance considérable dans les années à venir.

« La Gestion des zones urbaines est devenue l'un des défis de développement les plus importants du 21<sup>e</sup> siècle », a déclaré le Directeur de la Division de la population, John Wilmoth, lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU à New York. « Le succès ou l'échec de la construction de villes durables sera un facteur important pour la réussite du programme de développement pour l'après-2015 ».

## **Arabie Saoudite : Pillay appelle les autorités à libérer les défenseurs des droits de l'homme détenus de façon arbitraire**



La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navi Pillay. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

**10 juillet** - La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, a exprimé jeudi sa préoccupation devant l'arrestation arbitraire, le procès et la détention des défenseurs des droits de l'homme en Arabie saoudite, dont la récente condamnation sévère du défenseur des droits de l'homme Waleed Abou Al-Khair.

Le 6 juillet, M. Al-Khair a été condamné à 15 ans de prison par un tribunal dans la capitale Riyad. Il a également été condamné à une peine de cinq ans avec sursis, une interdiction de voyage et une lourde amende.

« Le cas d'Abou Al-Khair est une illustration de la tendance persistante de harcèlement des défenseurs saoudiens des droits de l'homme, dont plusieurs ont été condamnés simplement pour revendiquer le respect des droits humains de façon pacifique », a déclaré Mme Pillay, dans un communiqué de presse.

« J'exhorte les autorités saoudiennes à libérer immédiatement tous les défenseurs des droits de l'homme qui ont été incarcérés dans le cadre de leurs activités de promotion pacifique des droits de l'homme », a-t-elle ajouté.

Le Haut-Commissaire a également exprimé sa préoccupation concernant le fait que les défenseurs des droits de l'homme en Arabie saoudite ont été inculpés d'infractions qui sont définies de manière vague dans les lois antiterroristes, ce qui est une violation du principe juridique que nul ne peut être condamné pour des actes qui ne constituent pas clairement des crimes au moment de les commettre.

## Honduras : une experte de l'ONU appelle à renforcer la lutte contre la violence sexuelle et sexiste



**10 juillet** - A l'issue d'une visite de huit jours en Honduras, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, Rashida Manjoo, a exhorté jeudi le nouveau gouvernement de ce pays à s'attaquer à la culture de l'impunité généralisée pour les crimes contre les femmes et les jeunes filles.

« En Honduras, la violence contre les femmes est répandue et systématique, et cela a un impact négatif considérable sur les femmes et des filles », a souligné Mme Manjoo dans un communiqué de presse, en ajoutant que lors de sa mission, elle a constaté « des niveaux élevés de violence conjugale, de meurtres de femmes et de violence sexuelle ».

En rappelant que le Honduras est actuellement dans un état de transition, la Rapporteuse spéciale s'est félicitée des initiatives actuelles pour construire des institutions, favoriser et renforcer la confiance dans le nouveau gouvernement mis en place en janvier 2014 et pour mieux lutter contre la criminalité généralisée et systématique, la corruption et l'impunité.

Mme Manjoo s'est notamment félicitée des mesures juridiques et politiques prises par le gouvernement pour combattre la violence contre les femmes, y compris les récentes réformes du Code pénal pour intégrer le meurtre de femmes comme un crime spécifique.

Cependant l'experte indépendante de l'ONU a indiqué que les incidents de violence contre les femmes semblent être à la hausse, avec une augmentation de 263,4% du nombre de morts violentes de femmes entre 2005 et 2013. Malheureusement, l'absence de données précises, fait qu'il est impossible de saisir l'ampleur de la violence contre les femmes en Honduras.

« La traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle est également sous-estimée au Honduras, principalement en raison de la nature occulte de la criminalité ainsi que la prévalence du crime organisé », a souligné Mme Manjoo.

Au cours de sa mission, la Rapporteuse spéciale a identifié des défis importants dans la lutte contre la violence contre les femmes, dont l'absence de mise en œuvre efficace de la législation, la discrimination entre les femmes et les hommes dans le système de justice, des incohérences dans l'interprétation et l'application de la loi, et le manque d'accès aux services de sécurité et de prévention de la violence.

« Le manque de responsabilité pour les actes de violence contre les femmes et les filles demeure un obstacle majeur », a expliqué Mme Manjoo en précisant qu'il y aurait un taux d'impunité de 95% pour les violences sexuelles et les meurtres de femmes.